

3° in § 3 wordt de zin "Voor samenvoegingen van referentiehoeveelheden zonder overname van gronden van de overdrager, moet de overnemer uiterlijk op de samenvoegingsdatum aantonen dat voldoende voederoppervlakte beschikbaar is zoals nader bepaald in artikel 15, § 2, 2°, tweede lid. » ingevoegd vóór de woorden "In geval van bedrijfsovername of van oprichting van betrokken producent".

Art. 8. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 2°, worden de woorden "bedraagt de vergoeding 0,25 EUR", "0,0002 EUR per 0,01 gram" en "37 gram" respectievelijk vervangen door de woorden "bedraagt de vergoeding 0,20 EUR", "0,0053 EUR per gram" en "38 gram".

Dit punt 2° wordt aangevuld als volgt : "Vanaf de periode 2008-2009 bedraagt de vergoeding 0,15 EUR per liter melk dat 38 gram vetstoffen bevat; al naar gelang van het representatieve vetstofgehalte wordt het bedrag van de vergoeding verhoogd of verminderd met 0,0039 EUR per gram boven of onder 38 gram. »

in dezelfde § 1, punt 7°, wordt *b* vervangen als volgt :

"*b*) de overige producenten.

De herverdeling wordt doorgevoerd opdat : de producenten die jonger zijn dan 35 jaar op 1 april van de volgende periode per zone een hoeveelheid zouden krijgen die gelijk is aan tweemaal de hoeveelheid die onder de overige producenten herverdeeld wordt.

In elke categorie krijgt elke producent die in aanmerking komt een hoeveelheid gelijk aan of kleiner dan de hoeveelheid aangevraagd volgens de bepalingen van punt 5°;

2° in hetzelfde artikel 15, § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht : in punt 2° wordt de bepaling "vóór de herverdeling mag hij niet beschikken over een totale referentiehoeveelheid voor leveringen en rechtstreekse verkopen die de 20 000 liter per hectare voederoppervlakte van het bedrijf overschrijdt;" vervangen door de bepaling "vóór de herverdeling mag hij niet beschikken over een totale referentiehoeveelheid voor leveringen en rechtstreekse verkopen die 20 000 liter per hectare voederoppervlakte van het bedrijf overschrijdt en moet hij aantonen dat hij vanaf de datum van de herverdeling tot 31 maart 2015 over voldoende voederoppervlakte beschikt zodat zijn globale referentiehoeveelheden 20 000 liter per hectare niet overschrijden;"

3° in hetzelfde artikel 15, § 2, wordt punt 7° geschrapt.

Art. 9. In artikel 16, § 3, van hetzelfde besluit worden tussen de woorden "heeft gebracht," en "wordt na afloop" de woorden "of voor een grotere hoeveelheid" ingevoegd.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2007.

Art. 11. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 oktober 2007.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2007 — 4605

[C — 2007/27175]

29 NOVEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon réglant, en matière de personnel, les conséquences de la création des deux sociétés anonymes de droit public auxquelles sont déléguées les missions de sûreté à accomplir au sein des aéroports de Liège et Charleroi

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, notamment l'article 39, modifié par le décret du 13 mars 2003;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, notamment l'article 10;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 septembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 septembre 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 3 septembre 2007;

Vu les protocoles n^{os} 488 et 492 du Comité de secteur n^o XVI, établis les 21 septembre 2007 et 27 novembre 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 6 novembre 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 14 juin 2007 d'opter pour un modèle d'organisation de gestion aéroportuaire dans lequel les tâches de sûreté sont confiées à des sociétés filiales;

Considérant l'accord intervenu avec les organisations syndicales le 28 juin 2007 et le 27 novembre 2007;

Considérant le projet de décret modifiant le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté on entend par :

1° société : une des deux sociétés anonymes de droit public auxquelles sont déléguées les missions de sûreté à accomplir au sein des aéroports de Liège et Charleroi;

2° Code : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 2. § 1^{er}. L'agent statutaire, dont la résidence administrative se situe à Liège ou à Charleroi, ayant soit le métier d'inspecteur d'aéroport, soit le métier de surveillant d'aéroport et dont les missions sont transférées aux sociétés ou confiées aux sociétés de gestion auxquelles l'exploitation des aéroports a été concédée, est à son choix :

1° affecté ou muté d'office, en fonction des postes disponibles, dans un autre emploi au sein des services du Gouvernement wallon, dans un organisme visé à l'article 1^{er} du Code ou dans un centre hospitalier psychiatrique;

2° mis en congé pour mission d'intérêt général dans une société, aux conditions des articles 435 à 444 du Code;

3° mis à la disposition d'une société, aux conditions du § 3 du présent article.

Sous réserve de la possibilité de retour visée au § 2, alinéa 2, le choix définitif de l'agent intervient au plus tard le 17 décembre 2007.

§ 2. Ne peut être mis à disposition l'agent muté d'office ou l'agent mis en congé pour mission. Ne peut être mis en congé pour mission l'agent muté d'office ou l'agent mis à disposition.

Par dérogation aux articles 442 et 445 du Code, la mise à disposition et la mission d'intérêt général sont accordées pour une durée indéterminée et ne prennent fin qu'à la demande de l'agent ou de la société. L'agent est alors affecté à un autre emploi dans le même pool, muté ou mis à disposition d'un autre service du Gouvernement wallon ou d'un organisme visé à l'article 1^{er} du Code, en fonction des besoins et, s'il le souhaite, prioritairement dans un poste impliquant des prestations irrégulières.

§ 3. Le coût salarial de l'agent mis à disposition reste à charge du budget de la Région wallonne. Par coût salarial, on entend les cotisations patronales, le traitement, le pécule de vacances, l'allocation de foyer ou de résidence, l'allocation de fin d'année, les allocations familiales, les chèques-repas et les allocations visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 1996 fixant le régime d'octroi d'allocations aux fonctionnaires des aéroports et aérodromes publics régionaux desquels il est requis d'effectuer un travail ou un rôle de garde et par l'arrêté ministériel du 8 juin 1997 fixant les modalités d'octroi d'allocations aux fonctionnaires des aéroports et aérodromes publics régionaux desquels il est requis d'effectuer un travail ou un rôle de garde.

L'agent mis à disposition reste soumis au Code en matière disciplinaire. Il conserve son emploi ainsi que sa résidence administrative; il peut faire valoir les titres et mérites à la promotion et à la mutation afférents à cet emploi.

Art. 3. Le membre du personnel contractuel qui exerce les fonctions de surveillant d'aéroport ou d'inspecteur d'aéroport et dont les missions sont transférées aux sociétés ou confiées aux sociétés de gestion auxquelles l'exploitation des aéroports a été concédée, a le choix entre :

1° être engagé, en fonction des postes disponibles, dans un autre emploi au sein des services du Gouvernement wallon, dans un organisme visé à l'article 1^{er} du Code ou dans un centre hospitalier psychiatrique;

2° obtenir la suspension pour une durée indéterminée de son contrat pour mission d'intérêt général dans une société.

Sous réserve de la fin de la suspension de contrat visé à l'alinéa 1^{er}, le choix définitif du membre du personnel contractuel intervient au plus tard le 17 décembre 2007.

Art. 4. Les nouvelles affectations des agents statutaires et des membres du personnel contractuel qui ont fait choix de la mutation ou de l'engagement à une autre fonction sont attribuées selon un seul plan global de mutation. Ce plan, établi en collaboration avec l'ensemble des employeurs visés à l'article 2, § 1^{er}, 1°, attribue un poste à chaque agent sur base, d'une part, des préférences manifestées par ceux-ci pour certains des emplois qui leur sont proposés et, d'autre part, de leur aptitude telle que définie à l'article 11, § 3, du Code.

Si plusieurs agents statutaires ou membres du personnel contractuel sont en concurrence pour un même emploi la préférence est donnée au travailleur le plus âgé parmi ceux qui démontrent des raisons sociales et familiales validées par le service social et, à défaut, au travailleur le plus âgé parmi ceux qui démontrent par tout moyen objectif une compétence ou une capacité, tels que définis à l'article 11, § 3, du Code et, à défaut, au travailleur le plus âgé parmi ceux qui disposent de l'aptitude telle que définie à l'article 11, § 3, du Code.

Art. 5. Le présent article est applicable :

1° aux agents statutaires et aux membres du personnel contractuel bénéficiaires du plan visé à l'article 4;

2° aux agents dont la société demande la fin de leur mise à disposition dans les cinq ans à compter de cette mise à disposition, à moins que la demande ne soit motivée par des faits pouvant être assimilés, par la Région wallonne, à une faute grave;

3° aux agents licenciés par la société dans les cinq ans à compter du congé pour mission ou de la suspension de contrat, à moins qu'il ne s'agisse d'un licenciement pour motif grave;

4° aux agents statutaires qui demandent la fin de leur mise à disposition ou de leur congé pour mission dans les cinq ans à compter de cette mise à disposition ou de ce congé pour mission;

5° aux membres du personnel contractuel qui demandent la fin de la suspension de leur contrat dans les cinq ans à compter de la suspension du contrat de travail avec la Région.

L'agent affecté ou muté en application de l'article 2, § 1^{er}, 1°, ou engagé en application de l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, et qui a réalisé des prestations irrégulières entre juillet 2006 et juin 2007, a droit à une indemnité de reclassement dont le montant et les modalités sont fixées par le Gouvernement.

Art. 6. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel est complété par un 9° ainsi libellé :

« 9° les périodes de suspension pour cause de mission d'intérêt général dans une des deux sociétés anonymes de droit public auxquelles ont été déléguées les missions de sûreté à accomplir au sein des aéroports de Liège et Charleroi. »

Art. 7. Par dérogation à l'annexe II, section III, du Code, l'emploi d'inspecteur d'aéroport est accessible par promotion par accession au niveau supérieur aux seuls agents définitifs et stagiaires ayant le métier de surveillant d'aéroport ou la fonction de surveillant d'aéroport au 1^{er} septembre 2007. Par dérogation à l'article 59, 3°, du Code, aucune condition d'ancienneté n'est exigible pour la participation aux formations préparatoires et à l'inscription au concours d'accession dans le métier d'inspecteur d'aéroport.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 2007.

Art. 9. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 novembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2007 — 4605

[C – 2007/27175]

29. NOVEMBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung der Auswirkungen in Sachen Personal der Gründung der beiden Aktiengesellschaften öffentlichen Rechts, denen die innerhalb der Flughäfen Lüttich und Charleroi durchzuführenden Sicherheitsaufgaben übertragen werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 über die Verwaltung der psychiatrischen Kliniken in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 39, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2003;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, insbesondere des Artikels 10;

Aufgrund des am 3. September 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 6. September 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 3. September 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund der am 21. September und 27. November 2007 aufgestellten Protokolle Nr. 488 und 492 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 6. November 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung, dass der Beschluss der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2007, ein Modell für die Organisation der Verwaltung der Flughäfen zu wählen, bei dem die Sicherheitsaufgaben Tochtergesellschaften anvertraut werden;

In der Erwägung des am 28. Juni 2007 und am 27. November 2007 mit den Gewerkschaftsorganisationen abgeschlossenen Abkommens;

In der Erwägung des Dekretentwurfs zur Abänderung des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Gesellschaft: eine der beiden Aktiengesellschaften öffentlichen Rechts, denen die innerhalb der Flughäfen Lüttich und Charleroi durchzuführenden Sicherheitsaufgaben übertragen werden;

2° Kodex: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

Art. 2 - § 1. Das statutarische Personalmitglied, dessen Amtssitz in Lüttich bzw. Charleroi festgelegt ist und das entweder den Beruf eines Flughafeninspektors oder eines Flughafenaufsehers ausübt und dessen Aufgaben den Gesellschaften übertragen oder den Verwaltungsgesellschaften anvertraut werden, denen die Bewirtschaftung der Flughäfen konzessioniert worden ist, wird je nach seiner Wahl:

1° je nach den verfügbaren Posten in eine andere Stelle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, in eine in Artikel 1 des Kodex erwähnte Einrichtung oder in ein psychiatrisches Krankenhaus von Amts wegen affektiert oder versetzt;

2° wegen Auftrags öffentlichen Interesses in einer Gesellschaft beurlaubt, dies zu den Bedingungen der Artikel 435 bis 444 des Kodex;

3° einer Gesellschaft zu den Bedingungen von § 3 des vorliegenden Artikels zur Verfügung gestellt.

Vorbehaltlich der in § 2, Absatz 2 erwähnten Rückkehrmöglichkeit wird die Wahl des Bediensteten spätestens am 17. Dezember 2007 getroffen.

§ 2. Der von Amts wegen versetzte Bedienstete oder der wegen Auftrags beurlaubte Bedienstete kann nicht zur Verfügung gestellt werden. Der von Amts wegen versetzte Bedienstete oder der zur Verfügung gestellte Bedienstete kann nicht wegen Auftrags beurlaubt werden.

In Abweichung von den Artikeln 442 und 445 des Kodex werden die Zurverfügungstellung und der Auftrag öffentlichen Interesses für eine unbestimmte Dauer gewährt und enden erst auf Antrag des Bediensteten oder der Gesellschaft. Der Bedienstete wird dann in eine andere Stelle in demselben Pool affektiert, versetzt oder einer anderen Dienststelle der Wallonischen Regierung oder einer in Artikel 1 des Kodex erwähnten Einrichtung zur Verfügung gestellt, dies unter Berücksichtigung der Bedürfnisse und, wenn er es wünscht, vorrangig in einen Posten, bei dem unregelmäßige Leistungen vorausgesetzt werden.

§ 3. Die Gehaltskosten des zur Verfügung gestellten Bediensteten bleiben zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region. Unter Gehaltskosten versteht man die Sozialbeiträge des Arbeitgebers, den Gehalt, das Urlaubsgeld, die Haushalts- oder Wohnsitzzulage, die Jahresendzulage; das Kindergeld, die Essengutscheine und die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. September 1996 zur Festlegung eines Systems zur Gewährung von Zulagen für jene Beamten der öffentlichen Flughäfen und Flugplätze der Region, von denen eine Schichtarbeit oder eine Überwachungsarbeit verlangt wird, und im Ministerialerlass vom 8. Juni 1997 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung von Zulagen für jene Beamten der öffentlichen Flughäfen und Flugplätze der Region, von denen eine Schichtarbeit oder eine Überwachungsarbeit verlangt wird, erwähnten Zulagen.

Der zur Verfügung gestellte Bedienstete unterliegt weiter dem Kodex in Sachen Disziplin. Er behält seine Stelle sowie seinen Amtssitz; er kann seine Rechte und Verdienste in Sachen Beförderung und Versetzung, die mit dieser Stelle verbunden sind, geltend machen.

Art. 3 - Das vertraglich eingestellte Personalmitglied, das als Flughafenaufseher bzw. -inspektor arbeitet und dessen Aufgaben den Gesellschaften übertragen oder den Verwaltungsgesellschaften anvertraut werden, denen die Bewirtschaftung der Flughäfen konzessioniert worden ist, hat die Wahl zwischen folgenden Möglichkeiten:

1° je nach den verfügbaren Posten in einer anderen Stelle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, in einer in Artikel 1 des Kodex erwähnten Einrichtung oder in einem psychiatrischen Krankenhaus eingestellt werden;

2° die Aufhebung für eine unbestimmte Zeit seines Vertrags wegen Auftrags allgemeinen Interesses in einer Gesellschaft erhalten.

Vorbehaltlich des Ablaufs der Aufhebung des in Absatz 1 erwähnten Vertrags muss die endgültige Wahl des vertraglich eingestellten Personalmitglieds spätestens am 17. Dezember 2007 getroffen werden.

Art. 4 - Die neuen Zuweisungen der statutarischen Bediensteten und der vertraglich eingestellten Personalmitglieder, die sich für die Versetzung oder die Einstellung in eine andere Funktion entschieden haben, werden gemäß einem einzigen globalen Versetzungsplan erteilt. Dieser Plan, der in Zusammenarbeit mit allen in Artikel 2, § 1 erwähnten Arbeitgebern erstellt wird, erteilt jedem Bediensteten einen Posten auf der Grundlage einerseits der durch diese für bestimmte ihnen angebotene Stellen ausgedrückten Vorlieben und andererseits ihrer Befähigung, so wie in Artikel 11, § 3 des Kodex bestimmt.

Wenn mehrere statutarische Bedienstete oder vertraglich eingestellte Personalmitglieder in direkter Konkurrenz um dieselbe Stelle stehen, wird dem ältesten Arbeitnehmer unter denen, die vom Sozialdienst für gültig erklärte soziale und familiäre Gründe nachweisen, den Vorrang gegeben; in Ermangelung dessen, wird der älteste Arbeitnehmer unter denen, die mittels jeden objektiven Beweismittels eine Fachkundigkeit oder Fähigkeit, so wie in Artikel 11, § 3 des Kodex bestimmt, nachweisen, gewählt; andernfalls wird dann dem ältesten Arbeitnehmer unter denen, die über die Befähigung, so wie sie in Artikel 11, § 3 des Kodex bestimmt ist, verfügen, den Vorrang gegeben.

Art. 5 - Vorliegender Artikel findet Anwendung auf:

1° die statutarischen Bediensteten und die vertraglich eingestellten Personalmitglieder, die den in Artikel 4 erwähnten Plan in Anspruch nehmen;

2° die Bediensteten, deren Gesellschaft die Beendigung ihrer Zurverfügungstellung innerhalb von fünf Jahren ab dieser Zurverfügungstellung beantragt, es sei denn, der Antrag ist durch Tatsachen begründet, die durch die Wallonische Region einer groben Verletzung der Berufspflichten gleichgestellt werden können;

3° die Bediensteten, die von der Gesellschaft innerhalb von fünf Jahren ab dem Urlaub wegen Auftrags oder der Aufhebung des Vertrags gekündigt worden sind, es sei denn, es handelt sich um eine Kündigung aus schwerwiegenden Gründen;

4° die statutarischen Bediensteten, die die Beendigung ihrer Zurverfügungstellung oder ihres Urlaubs wegen Auftrags innerhalb von fünf Jahren ab dieser Zurverfügungstellung oder diesem Urlaub wegen Auftrags beantragen;

5° die vertraglich eingestellten Personalmitglieder, die die Beendigung der Aufhebung ihres Vertrags innerhalb von fünf Jahren ab der Aufhebung des Arbeitsvertrags mit der Region beantragen.

Der in Anwendung von Artikel 2, § 1, 1°, affektierte bzw. versetzte oder in Anwendung von Artikel 3, Absatz 1, 1°, eingestellte Bedienstete, der zwischen Juli 2006 und Juni 2007 unregelmäßige Arbeitsleistungen erbracht hat, hat Recht auf eine Wiederbeschäftigungsentschädigung, deren Betrag und Modalitäten von der Regierung festgesetzt werden.

Art. 6 - Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder wird mit einem wie folgt verfassten 9° ergänzt:

« 9° die Aufhebungsperioden wegen Auftrags allgemeinen Interesses in einer der beiden Aktiengesellschaften öffentlichen Rechts, denen die innerhalb der Flughäfen Lüttich und Charleroi durchzuführenden Sicherheitsaufgaben übertragen worden sind. »

Art. 7 - In Abweichung von der Anlage II, Abschnitt III, des Kodex ist die Stelle als Flughafensinspektor durch Beförderung mittels Aufstieg in die höhere Stufe nur den endgültig ernannten oder auf Probezeit angestellten Beamten zugänglich, die den Beruf des Flughafenaufsehers oder das Amt des Flughafenaufsehers am 1. September 2007 ausüben. In Abweichung von Artikel 59, 3°, des Kodex ist keine Bedingung des Dienstalters für die Beteiligung an den vorbereitenden Schulungen und für die Anmeldung zu dem Wettbewerbsverfahren für den Zugang zu dem Beruf eines Flughafenspektors zu erfüllen.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Dezember 2007 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 29. November 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

—————
VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2007 — 4605

[C — 2007/27175]

29 NOVEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot regeling, wat betreft het personeel, van de gevolgen van de oprichting van twee publiekrechtelijke naamloze vennootschappen waaraan veiligheidsopdrachten worden overgedragen die binnen de luchthavens van Luik en Charleroi dienen uitgevoerd te worden

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 39, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 september 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 september 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 3 september 2007;

Gelet op de protocollen nr. 488 en 492 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 21 september en 27 november 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 6 november 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 14 juni 2004 om voor het luchthavenbeheer een organisatiemodel te kiezen waarin de veiligheidsopdrachten aan dochtermaatschappijen worden toevertrouwd;

Gelet op het akkoord met de vakbondorganisaties op 28 juni 2007 en 27 november 2007;

Gelet op het decreetontwerp tot wijziging van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° vennootschap : één van de beide publiekrechtelijke naamloze vennootschappen waaraan veiligheidsopdrachten worden overgedragen die binnen de luchthavens van Luik en Charleroi dienen uitgevoerd te worden;

2° Code : het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Art. 2. § 1. De statutaire ambtenaar wiens administratieve standplaats in Luik of Charleroi gelegen is, die het beroep van luchthaveninspecteur of luchthavenbewaker uitoefent en wiens opdrachten aan de vennootschappen worden overgedragen of aan de beheervenootschappen worden toevertrouwd waaraan de luchthavenexploitatie werd toegewezen, wordt naar keuze :

1° in functie van de beschikbare plaatsen, aangesteld in of van ambtswege overgeplaatst naar, een andere betrekking binnen de diensten van de Waalse Regering, een instelling bedoeld in artikel 1 van de Code of een psychiatrisch ziekenhuis;

2° met verlof geplaatst wegens een opdracht van algemeen belang in een maatschappij, onder de voorwaarden van de artikelen 435 tot 444 van de Code;

3° ter beschikking gesteld van een maatschappij, onder de voorwaarden van § 3 van dit artikel.

Behoudens de mogelijkheid van een terugkeer bedoeld in § 2, tweede lid, gebeurt de definitieve keuze van de ambtenaar uiterlijk 17 december 2007.

§ 2. De ambtenaar die van ambtswege wordt overgeplaatst of de ambtenaar die wegens een opdracht met verlof wordt geplaatst mag niet ter beschikking worden gesteld. De ambtenaar die van ambtswege wordt overgeplaatst of de ambtenaar die ter beschikking wordt gesteld, mag niet wegens een opdracht met verlof worden geplaatst.

In afwijking van de artikelen 442 en 445 van de Code worden de terbeschikkingstelling en de opdracht van algemeen belang voor onbepaalde duur toegekend en worden ze alleen maar op aanvraag van de ambtenaar of het bedrijf beëindigd. De ambtenaar wordt dan in een andere betrekking binnen dezelfde pool aangesteld, overgeplaatst of ter beschikking gesteld van een andere dienst van de Waalse Regering of van een instelling bedoeld in artikel 1 van de Code, in functie van de behoeften en, indien hij het wenst, bij voorkeur in een betrekking met onregelmatige prestaties.

§ 3. De loonkost van de ter beschikking gestelde ambtenaar blijft ten laste van de begroting van het Waalse Gewest. Onder loonkost worden verstaan, de werkgeversbijdragen, de wedde, het vakantiegeld, de maand- of de standplaats-toelage, de eindejaarstoelage, de gezinsbijslagen, de maaltijdcheques en de toelagen bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 26 september 1996 tot regeling van de toekenning van toelagen aan de ambtenaren van de gewestelijke openbare luchthavens en vliegvelden waar in ploegen- of in wachtdienst moet worden gewerkt en bij het

ministerieel besluit van 8 juni 1997 tot vaststelling van de toekenning van toelagen aan de ambtenaren van de gewestelijke openbare luchthavens en vliegvelden waar in ploegen- of in wachtdienst moet worden gewerkt.

De ter beschikking gestelde ambtenaar blijft onderworpen aan de Code wat tuchtzaken betreft. Hij behoudt zijn betrekking en zijn administratieve standplaats; in verband met deze betrekking kan hij zijn aanspraak op bevordering en mutatie doen gelden.

Art. 3. Het contractueel personeelslid dat de functies van luchthavenbewaker of luchthaveninspecteur uitoefent en van wie de opdrachten aan de vennootschappen worden overgedragen of aan de beheervenootschappen worden toevertrouwd waaraan de luchthavenexploitatie werd toegewezen, wordt naar keuze :

1° in functie van de beschikbare plaatsen, in dienst genomen in een andere betrekking binnen de diensten van de Waalse Regering, in een instelling bedoeld in artikel 1 van de Code of in een psychiatrisch ziekenhuis;

2° voor onbepaalde duur geschorst wegens een opdracht van algemeen belang in een maatschappij.

Behoudens het einde van de schorsing van de overeenkomst bedoeld in het eerste lid, gebeurt de definitieve keuze van het contractueel personeelslid uiterlijk 17 december 2007.

Art. 4. De nieuwe aanstellingen van de statutaire ambtenaren en de contractuele personeelsleden die voor de mutatie of voor de indienstneming in een andere functie hebben gekozen, worden volgens één globaal mutatieplan toegekend. Dit plan opgemaakt in samenwerking met alle werkgevers bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, kent een betrekking toe aan elk personeelslid op basis van, enerzijds, hun voorkeur voor sommige betrekkingen die hen worden aangeboden en, anderzijds, hun geschiktheid zoals omschreven in artikel 11, § 3, van de Code.

Als verschillende statutaire ambtenaren of contractuele personeelsleden voor dezelfde betrekking kandideren, wordt de voorkeur gegeven aan de oudste werknemer onder diegene die sociale en familiale redenen kunnen aantonen die door de sociale dienst worden bekrachtigd en, bij gebrek, aan de oudste werknemer onder diegene die met elk objectief middel een vaardigheid of capaciteit kunnen aantonen zoals omschreven in artikel 11, § 3 van de Code en, bij gebrek, aan de oudste werknemer onder diegene die over de geschiktheid beschikken zoals omschreven in artikel 11, § 3, van de Code.

Art. 5. Dit artikel is van toepassing op :

1° de statutaire ambtenaren en de contractuele personeelsleden die in aanmerking komen voor het plan bedoeld in artikel 4°;

2° de ambtenaar wiens maatschappij het einde van zijn terbeschikkingstelling aanvraagt binnen vijf jaar te rekenen van deze terbeschikkingstelling, tenzij de aanvraag wordt gemotiveerd door feiten die voor het Waalse Gewest met een zware fout kunnen worden gelijkgesteld;

3° de personeelsleden die binnen vijf jaar te rekenen van het verlof wegens opdracht of de schorsing van de overeenkomst door de maatschappij worden ontslagen, tenzij het gaat om een ontslag om ernstige reden;

4° de statutaire ambtenaren die het einde van hun terbeschikkingstelling of verlof wegens opdracht aanvragen binnen vijf jaar te rekenen van deze terbeschikkingstelling of dit verlof wegens opdracht;

5° de contractuele personeelsleden die het einde van de schorsing van hun overeenkomst aanvragen binnen vijf jaar te rekenen van de schorsing van de arbeidsovereenkomst met het Gewest.

Het personeelslid dat overeenkomstig artikel 2, § 1, 1°, wordt aangesteld of overgeplaatst, of die overeenkomstig artikel 3, eerste lid, 1° in dienst wordt genomen en dat tussen juli 2006 en juni 2007 onregelmatige prestaties heeft uitgevoerd, heeft recht op een inschakelingsvergoeding waarvan het bedrag en de modaliteiten door de Regering worden bepaald.

Art. 6. Artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden wordt aangevuld met een 9°, luidend als volgt :

« 9° de schorsingsperiodes wegens opdrachten van algemeen belang in één van de beide publiekrechtelijke naamloze vennootschappen waaraan veiligheidsopdrachten worden overgedragen die binnen de luchthavens van Luik en Charleroi uitgevoerd dienen te worden. »

Art. 7. In afwijking van bijlage II, afdeling III, van de Code, is de betrekking van luchthaveninspecteur toegankelijk via bevordering door overgang naar het hogere niveau, uitsluitend voor de definitieve ambtenaren en stagiairs die het beroep of de functie van luchthavenbewaker uitoefenen op 1 september 2007. In afwijking van artikel 59, 3°, van de Code, is er geen enkele anciënniteitsvoorwaarde vereist voor de deelname aan de voorbereidende opleidingen en voor de inschrijving voor het vergelijkend examen voor overgang naar het beroep van luchthaveninspecteur.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2007.

Art. 9. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 november 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD